

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19791 - 76ÈME ANNÉE

Une champignonnière superflue financée par l'aide publique équipée... par une entreprise de Pologne



Le premier moulin à champignons sous les palmiers avec [#AgroProjects](#) et l'installation technologique [MAGIK Chłodnictwo](#) devient une réalité 🤖🍄

Dans les installations pittoresques de l'île exotique de la Réunion, nous livrons et assemblons :

- ✔ et portes intérieures pour les chambres de culture
- ✔ crop racks
- ✔ chariots électriques de récolte
- ✔ ensemble d'unités de climatisation avec modules hydraulique
- ✔ système de ventilation et d'élimination de l'humidité du couloir de processus
- ✔ système d'arrosage automatique sous-fin
- ✔ de contrôle du climat
- ✔ système d'humidification haute pression
- ✔ lampes pour chambres cultivées
- ✔ revêtement encapsulation

[#AgroProjectsExport](#) [#ReunionMycopal](#)



Le projet de champignonnière présenté le 24 septembre dernier par LM Distribution à Makes Distribution et Intermarché suit son chemin. Une information publiée sur le réseau Linked annonce que les travaux ont été lancés. Cette information provient d'une entreprise polonaise, Agro-Projects, qui va équiper toute l'installation. Pour un projet financé à hauteur de 2,2 millions d'euros par des fonds européens gérés à La Réunion, le recours à des entreprises réunionnaises n'aurait-il pas été

plus judicieux ? Rappelons également que ce projet doublera la production locale qui couvre déjà la quasi-totalité du marché. Sachant que la population réunionnaise ne doublera pas durant ce siècle, qui achètera tous ces champignons et quelle sera la perspective pour le producteur actuel et son futur concurrent ?

Le 24 septembre 2020, une conférence de presse s'était tenue dans les locaux de LM Distribution à l'occasion de la visite à La

Réunion d'une délégation d'Intermarché, partenaire de Make Distribution, propriétaire des anciens « Jumbo Score » devenus « Run Market ». A cette occasion, LM Distribution avait présenté un projet de champignonnière. L'argument mis en avant par LM Distribution devant les responsables d'Intermarché, de Makes Distribution et de la presse était le suivant : cette nouvelle installation visait à remplacer les importations par la production locale. D'un montant total de 3,5 millions d'euros, ce projet bénéficie

d'une aide FEADER, fonds européen géré par le Conseil départemental, de 2,2 millions d'euros.

Marché de 4 tonnes par semaine déjà assuré par la production locale

Le 26 septembre suivant, « Témoignages » avait publié un article intitulé « Endives et champignons : 2,2 millions d'euros aide publique pour tuer la production locale ? ». En effet, contrairement à ce qu'affirmait LM Distribution deux jours plus tôt, la production locale de champignons frais existe à La Réunion, et elle permet à notre île d'être quasiment autosuffisante dans ce domaine. Cette production réunionnaise est assurée depuis 7 ans par Endives Réunion, une société qui n'a, elle, pas bénéficié des aides touchées par le projet de LM Distribution au motif que le marché n'existait pas tout comme les compétences. Ces allégations furent démenties par les faits.

Endives Réunion a réussi à être plus compétitif que les importations, un avantage de 5 euros par tonne. Résultat : la consommation de La Réunion est passée de 2 tonnes par semaine d'importation à 4 tonnes par semaine de production locale.

Depuis, le projet de LM Distribution a poursuivi son chemin. Il est porté par une société dénommée MyCopal, et le chantier de la champignonnière a déjà débuté. Cette information est parvenue à « Témoignages » par le biais de la communication d'une société basée... en Pologne. C'est en effet Agro-Projects qui a été choisie par les bénéficiaires de l'aide publique pour équiper l'usine à champignons. C'est ce qu'explique la société polonaise sur son site web : « Nous fournirons 5 salles de culture d'une superficie totale de 1688 m², plus : des étagères de culture, des trolleys de cueillette, des filets de culture, un système d'irrigation automatique, des

lampes LED, des systèmes d'humidification, du refroidissement (y compris des unités de traitement d'air et des modules hydrauliques). » Autrement dit, à part les murs et la charpente, c'est à se demander ce qui ne viendra pas de Pologne. Cette affaire illustre clairement un système en crise sur deux points.

Quand l'aide publique tue la production locale

Tout d'abord, cette installation vise à produire 4 tonnes par semaine, ce qui amènera donc à un doublement de la production de champignons à La Réunion. Il est clair que la population de notre île ne va pas doubler en quelques années. Qui achètera donc ces champignons ?

Ce n'est pas sans rappeler le précédent de l'abattoir Crête d'Or à l'Étang Salé, visité par Manuel Valls alors Premier ministre en 2015. Cet investissement de 60 millions d'euros avait une capacité représentant plus du double de la consommation en volailles fraîches de La Réunion. Même avec l'intégration d'un nouvel approvisionneur, cet abattoir reste surdimensionné, ce qui signifie donc que de l'argent public a été gaspillé.

Autrement dit, faute d'un marché suffisant pour deux acteurs, ce sont les équilibres financiers du producteur local actuel et de son futur concurrent qui sont d'ores et déjà menacés. Car il semble difficile pour le nouvel arrivant de produire moins cher, sauf à vendre à perte. Ce sont 2,2 millions d'euros de subvention qui risquent bien de tuer la production locale. Car sans cet argent public, LM Distribution se serait-elle engagée à dépenser 3,5 millions d'euros uniquement sur ses fonds propres ?

Quand l'aide publique finance des emplois à des milliers de kms de La Réunion

Le second point est relatif au recours à une entreprise polonaise. En effet, mises à part des machines relevant spécifiquement de la culture du champignon, n'existait-il pas à La Réunion des sociétés capables de vendre « des filets de culture, un système d'irrigation automatique, des lampes LED, des systèmes d'humidification, du refroidissement (y compris des unités de traitement d'air et des modules hydrauliques) » ?

Cette question mérite d'être posée, car ce projet de 3,5 millions d'euros bénéficie de plus de 2 millions d'euros d'aide publique. Manifestement, une partie de cet argent va financer des emplois à des milliers de kilomètres de La Réunion, alors que notre île compte un taux de chômage intolérable, illustré par plus de 180.000 travailleurs inscrits à Pôle emploi. Les Fonds européens doivent servir à financer le développement de La Réunion, mais ce sont des entreprises extérieures qui en profitent. Ceci reste légal, et montre bien la crise profonde qui touche La Réunion. Comment expliquer que le versement de cette aide par les autorités compétentes à La Réunion, n'ait pas été conditionné à l'utilisation maximale de l'expertise des travailleurs réunionnais ?

Manifestement, entre les mots et les actes il reste un fossé. Comment peut-on prétendre défendre le développement de La Réunion avec de tels procédés ?

M.M.

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19792 - SUPPLÉMENT

Ouverture hier à la NORDEV sous l'égide de la CINOR en partenariat avec le monde de l'entreprise et de la formation

Salon de l'étudiant : ansanm, ansanm pour l'insertion de notre jeunesse !



Responsabilité morale et partagée par tous les partenaires de décliner plus que jamais la lutte en faveur de l'emploi des jeunes et moins jeunes sous le signe de la mobilisation la plus large dans un esprit de concertation et de confiance renforcées avec les principaux intéressés.

Sous l'égide de la CINOR et, représentée par son président Maurice Gironcel, d'inscrire l'insertion des jeunes comme l'un des axes prioritaires de sa politique, sous le signe d'une mobilisation la plus large possible, rappelant ainsi les valeurs de Solidarité et de Fraternité qui fondent l'essence même de la première Communauté d'Agglo-

mération de La Réunion. Une initiative saluée autant par l'ensemble des partenaires que par le nombreux public présent hier au lancement de cette manifestation.

Même si une contribution, quelle

qu'elle soit en matière d'emploi, pourrait hâtivement être assimilée à une goutte d'eau dans l'océan du chômage, cette contribution n'en demeure pas moins importante. Car, mises bout à bout, ces contributions redonnent de l'espoir aux jeunes, à leurs familles qui peuvent entrevoir un avenir meilleur et participer ensemble à l'élan collectif pour, ensemble, dessiner les contours d'une société plus fraternelle, égalitaire.

C'était le sens que revêt en tout cas le Salon de l'étudiant inauguré hier par Maurice Gironcel, en présence notamment de Gilles Leperlier, son directeur de cabinet, et Ericka Bareigts de la maire de Saint-Denis.

Carrefour novateur de rencontres et d'échanges entre le public étudiant, le monde de la Formation et de l'Emploi, ce Salon constitue pour la CINOR une occasion nouvelle et privilégiée de rappeler haut et fort son attachement à poursuivre son action en faveur de l'emploi.

Un attachement qui se décline par ailleurs à travers son programme pluriannuel d'investissements, lequel consacre l'aspect prioritaire accordé au développement économique, aux actions en faveur de l'économie solidaire, de l'insertion, du développement touristique ou encore de la gestion territoriale de l'emploi et des compétences.

Rappelons qu'avec 1,3 % de rythme de croissance en moyenne par an, la CINOR, avec ses 200 000 habitants, représente 24 % de la population de l'île et, constitue la zone d'emplois la plus importante en concentrant 35 % des emplois de l'île. Une position de leader qui confère donc au Conseil Communautaire présidé par Maurice Gironcel, une obligation morale et politique de poursuivre dans cette dynamique afin de l'accentuer afin de donner encore plus de cohérence, de sens et de corps au projet de territoire solidaire, global défendu par la Collectivité.

Et c'est sous le signe de l'union, de la Solidarité et de la Fraternité renforcées que cet engagement a été

rappelé hier à la NORDEV à travers ce Salon de l'étudiant que tous les partenaires présents se feront une joie d'accueillir avec joie et ce jusqu'à demain. Une invitation à laquelle de très nombreux jeunes ont répondu dès hier, manifestant ainsi une motivation profonde mal-

gré et, peut être même en raison de la crise sanitaire, à fourbir encore plus leurs armes pour se forger un Avenir meilleur.

Marlène Sitouze

Claudia et Mounetaha, deux jeunes diplômées en ressources humaines à la recherche d'un contrat d'apprentissage



Bien avant l'ouverture du Salon de l'étudiant, de très nombreux jeunes attendaient dehors à proximité des grilles de la NORDEV.

Certains, à l'image Claudia et Mounetaha avaient choisi de patienter à l'intérieur. Une arrivée précoce qui en dit long sur la motivation de tous ces jeunes pour se prendre en mains à l'image de ces deux étudiantes déterminées à enrichir leurs parcours de nouvelles expériences professionnelles. A bon entendeur ! Ces deux jeunes recherchent, en effet une entreprise susceptible de les accueillir dans le cadre d'un contrat d'apprentissage dans le domaine des Ressources Humaines ainsi qu'elles nous l'ont indiqué au cours d'un échange retranscrit en substance à travers la réaction publiée ci-après :

« J'ai 24 ans, je viens de terminer un BTS en Ressources Humaines. J'ai eu connaissance de la tenue de ce salon par l'intermédiaire des réseaux sociaux. Je ne voulais pas rater cet événement. Avec le COVID l'avenir me semble plus compliqué, d'où la nécessité de s'accrocher avec encore plus de force et d'y croire », déclare Claudia (à gauche sur notre photo) dont son amie Mounetaha approuve les propos : « Oui, même si l'on est diplômé, il est utile d'étoffer son parcours en acquérant de nouvelles expériences par exemple avec le contrat d'apprentissage. J'espère, moi aussi, en décrocher un aujourd'hui ».

En tout cas, nos échanges hier avec certains partenaires présents au Salon ont révélé que des viviers sinon d'emplois mais de réelles perspectives d'insertion, de formation, et d'emplois existent bel et bien à travers, notamment les offres émanant des trois Armées, du RS-MA, de l'Enseigne Leclerc ou encore le dispositif Cités Lab développé par la Maison de l'emploi du Nord. Autant de partenaires que nous retrouvons dans les pages suivantes.

Face à la crise du chômage : de réelles perspectives d'avenir et des projets de vie durables !

Ils ne constituent, certes pas, d'interminables viviers d'emplois mais, néanmoins, offrent aux jeunes motivés la possibilité de se construire un avenir avec un métier à la clé, à condition de réussir les étapes jalonnant le parcours spécifique entourant le recrutement du combattant contre l'inactivité. Ils, on devrait plutôt dire, elles car il s'agit des trois Armées : l'Armée de Terre, de l'Air et La Marine. Chaque année, elles recrutent environ six cents jeunes.

Présentes au Salon, les stands des trois Armées ont suscité un vif intérêt de la part des jeunes venus se renseigner sur la très vaste et diversifiée panoplie de métiers proposés. Des Armées, fières d'apporter une contribution non négligeable à l'insertion de nos jeunes qui devront, une fois, recrutés, « sauter la mer ».

À l'image de Serge, un gars du quartier du Moufia qui a fait le choix un jour de couper le cordon ombilical avec son pays natal. Pour grandir, mûrir et revenir aguerri avant de se lancer de nouveau sur le marché du travail. Ce qu'il a réussi avec brio tout en continuant à servir son premier amour en tant que conseiller en recrutement trente jours par an. On l'écoute et comprend qu'un choix impliquant, toujours un sacrifice, on perd rarement, au change, lorsque l'objectif visé est atteint et dépassé puisqu'en s'engageant, la chance de rejoindre une formation qui leur apportera un savoir-être valable pour toute leur existence leur sera donnée à vie...

Serge, Caporal-chef de l'Armée de l'Air : « Merci et bravo » !

« (...) Après un CAP et un BAC Vente, je me suis engagé pendant six ans dans l'Armée de l'Air.

J'étais basé à Orléans où j'ai travaillé pendant trois en tant que ravitailleur. Ensuite, j'ai été affecté dans le Commando de l'Air. Mon contrat expirant, je suis retourné à La Réunion où j'ai retrouvé du travail dans le secteur automobile. Le poste que j'occupais en France dans l'Armée de l'Air n'existant pas ici, je n'ai pu poursuivre ce

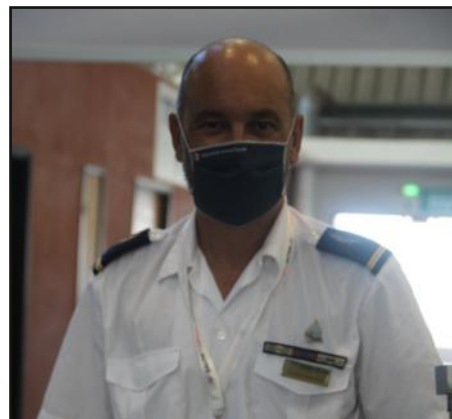


travail, d'où ma déception mais mon aventure avec l'Armée de l'Air se poursuit puisque j'interviens trente jours par an en tant que conseiller au recrutement et j'en suis très fier. L'Armée, qu'elle soit de Terre, de l'Air ou de la Marine, c'est vraiment une grande famille, une discipline, avec un code et des valeurs. Très formatrice, épanouissante et enrichissante. Je dis Merci et Bravo pour ce qu'elles font pour nos jeunes », déclare notre caporal-chef de l'Armée de l'Air.

L'adjudant-chef Pierre : « L'Armée de l'Air aura à cœur de conjuguer les talents des jeunes Réunionnais »

L'adjudant-chef Pierre rappelle avec fierté que « l'Armée de l'Air est ouverte à tous les jeunes de niveau 3e à Bac + 5, et qu'elle offre la possibilité de vivre une aventure humaine hors du commun en formant à plus de 50 métiers différents : Vocation pour le métier des armes, passion pour l'aéronautique ou opportunité d'une pre-

mière expérience professionnelle, les raisons d'en engagement dans l'Armée de l'Air sont diverses. On ne naît pas aviateur, on le devient.



Nous aurons à cœur de conjuguer les talents des jeunes et de compter sur leur engagement en leur proposant des perspectives d'emploi attractives », poursuit-il en rappelant la fierté de son Armée à participer régulièrement à toutes les manifestations au profit des jeunes Réunionnais. Les recrutements se font tout au long de l'année et chaque année, ce sont par centaines qu'ils sont réalisés. Les personnes intéressées peuvent se renseigner au CIRFA Air La Réunion-Mayotte téléphone : 0262 93 55 53. Autrement dit, l'Armée de l'Air les invite à « Venir et devenir ».

« Trouver sa voie » et « Grandir au sein de l'Armée de Terre »



« Nous recrutons des jeunes du niveau 3e à bac+5 dans une centaine de spécialités, tous grades confon-

us. L'Armée de Terre recrute aussi les Pompiers de Paris et pour la Sécurité Civile, des trois Armées, c'est nous qui recrutons le plus : entre 350 et 400 jeunes ; en fonction des profils, on peut proposer des offres. Nous sommes plus de 100 000 militaires, nous avons besoin de renouveler les personnels contractuels, pourvoir aux métiers évolutifs, etc. Devenir soldat est un métier noble et utile et qui a du sens ; Nous sommes fiers de participer à ce Salon en donnant aux jeunes qui le souhaitent les renseignements nécessaires à leur éventuel recrutement » indiquent l'adjudant Steeve, à l'unisson du Caporal-Chef Toufik et du lieutenant-colonel de Réserve Eric (de la Droite vers la gauche).

En mer, sur terre et dans les airs : Cap vers la Marine



« La Marine sur tous les océans et toutes les mers du monde, c'est 365 jours par an et 24 heures sur 24, la Marine nationale assure la sécurité et la protection de l'espace maritime français. En mer, sur terre et dans les airs, ses 39.000 marins accomplissent chaque jour des missions de renseignement, de prévention, d'intervention, de protection et de dissuasion ; des femmes et des hommes unis dans l'action, déterminés à préserver la paix et à défendre les intérêts de la France », soulignent le 1er Maître Jean-Philippe et Lionel, le Maître Principal. Ils rappellent que la Marine comprend plus de 50 métiers dont les opérations navales, les métiers de la mécanique des

forces de surface et sous-marines, les métiers de l'aéronautique navale ainsi que ceux du soutien et qu'elle recrute tout au long de l'année des jeunes âgés de 17 à 29 ans du niveau 3e à Bac + 3. Et les jeunes qui réussissent le parcours d'accès en sont très contents. Et

de conclure en ces termes : « La porte est ouverte ; il y a de la place pour tout le monde, à condition d'être déterminés pour cette merveilleuse aventure humaine maritime ».

Marlène Sitouze

Maison pour l'emploi du Nord de La Réunion

Grâce au dispositif Cités LAB : «Devenez votre propre patron»!

Le recours à la création de sa propre entreprise constitue une des pistes pour le demandeur d'emploi à retrouver le chemin de l'activité. A condition, bien sûr, de le vouloir et d'avoir un savoir-faire et un projet. Un projet que la Maison de l'Emploi du Nord de la Réunion peut aider à la concrétisation en accompagnant la personne en s'appuyant notamment sur le dispositif Cités Lab. C'est la mission dévolue à Julien Coutien, conseiller en Création d'emploi dans cette structure, présent au Salon de l'Etudiant et que nous avons rencontré hier :

« Cette solution alternative au manque d'emploi a été créée en 2014 et nous a permis d'accompagner cinq cents jeunes sur l'ensemble du secteur de la CINOR. 400 d'entre eux ont créé leur entreprise dans tous les secteurs confondus. Et, nous accompagnons actuellement une personne porteuse d'un projet atypique portant sur la création d'un centre de traitement des déchets mais nous ne pouvons en dire plus à ce sujet sinon qu'il s'agit d'un projet à visée écologique, environnementale qui souligne la vision globale et anticipatrice du porteur ainsi que de sa volonté à s'impliquer dans le domaine du Développement durable dans l'intérêt général, ce projet sera présenté le 24 de ce mois lors du Comité de pilotage de Cités Lab auquel, bien entendu, le représentant de la CINOR sera cordialement invité » poursuit avec fierté



Julien Coutien en compagnie d'un porteur de projets, réunis sous l'arbre à Kozé planté dans le stand de la CINOR afin d'entendre l'exposé du directeur du Développement Durable de la CINOR, Frédéric Albaret relatif au PCAET de la CINOR.

Julien Coutien avant de conclure en rappelant les autres missions de son organisme :

L'accueil dans ses deux guichets de proximité (l'un situé à Sainte-Suzanne et le second à la Rivière-des-Pluies) des personnes en recherche d'emploi dépourvues de matériel informatique et d'une connexion Internet pour leurs démarches administratives ainsi que la construction des appels d'offres avec les Collectivités.

Et le conseiller de conclure en rappelant aux jeunes le désirant de franchir le pas de la Maison de l'Emploi du Nord de La Réunion qui leur apportera tout l'accompagnement nécessaire pour donner vie à leurs projets professionnels portant sur la création d'entreprises.

Marlène Sitouze

Edito

L'alerte rouge sur les entreprises réunionnaises

A la crise sanitaire, s'amorce une crise économique d'une ampleur jamais connue à la Réunion. Le confinement du 17 mars a sonné le glas de la reprise amorcée après la crise des gilets jaunes. Malgré les mesures, l'activité s'est fortement dégradée. La majorité du secteur économique navigue actuellement au bord du précipice.

Fin 2018, l'île a connu un blocage de son économie pendant 15 jours. Les effets de cette crise n'ont pu être absorbés par les entreprises qu'à la mi 2019. Et alors que la reprise commençait à être bien amorcée, le 17 mars il y a eu le confinement. Ce confinement a stoppé net la reprise et a conduit à la fermeture des entreprises pendant presque deux mois. Il est vrai que les pouvoirs publics ont multiplié les mesures d'aide aux entreprises. Mais ces mesures ont laissé les entrepreneurs au bord du chemin. Ils n'ont pas bénéficié d'aide pour leur salaire.

Les salariés ont eu le chômage partiel mais qui ne couvraient pas toute la rémunération. Il y a eu des reports d'échéance et de loyer pour certains. Il y a eu aussi le Prêt Garanti par l'Etat. Mais en pratique, le secteur bancaire n'a pas accompagné les entreprises les plus fragiles malgré la garantie de l'Etat. Il y a eu aussi le fond de solidarité, mais les 1500 euros sont quoi face à la baisse d'activité ? Elle a été mesurée à 30% pour l'année 2020. Les trésoreries ont été consommées, et les incertitudes dues à la gestion de la crise ne permettent pas aux entreprises d'adapter leur stratégie. De toute façon tôt ou tard, tout ce qui a été reporté devra être payé et rien ne pourra compenser la perte d'activité.

L'heure est aux états généraux de l'entreprise pour envisager des solutions réunionnaises pour le maintien de notre secteur économique. Tous les entrepreneurs ne sont pas des grands patrons, il y a même de plus en plus d'entrepreneurs pauvres. Pour rappel, 70% des entreprises de l'île n'ont pas de salarié. Va-t-on les laisser mourir en silence, ou va-t-on vraiment décider de soutenir l'économie réelle de l'île et non l'économie de comptoir ? Et pendant ce temps, le locataire de la Région est aux abonnés absents. Il est l'heure de remettre en question nos certitudes économiques et d'inventer une nouvelle économie réunionnaise au service du territoire et de la population.

« La vie fleurit par le travail » Arthur Rimbaud
Retour ligne automatique
Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

In létinsèl i pé mète dofé dan la plène

Mézami, mwin la fine ékri in n'afèr lads-dsi léta lokal épi la kriz covid. Mwin la fine di é mi rodi ankòr zordi léta lokal la dékoné dann sète afèr-la é toute bann désizyon li la prann dopi in an la kriz la komansé l'amenn anou, inn apré l'ote, droite dann mir... Yèr ankòr, mi lir dann zoinal, riyink dann dè moi, san mil pèrone la rante La Rényon par l'aéropor konm dann in moulin, san pran bann mézir sanitèr é dè moi apré kossa i konstate ? I konstate la maladi la fine fane partou é si i kontinyé lé riskab foute anou dann konfinaz pou in rézilta lé pa gagné a l'avanss.

Mézami m'a dir azot i sifi pa d'koz an mal soufran konm in p éi fé pou fé kroir dmoun i pran bann mézir k'i fo pou ménaz la santé d'moun. Akoute azot bien : mi sava la boulanjri pou ashté in baguète dopin, dovan la rantré lé bien marké i rante pa pliss ké kate pèrone, i fo pass lo zèl dsi mon min, mèm pou péyé i fo mi péye avèk mon kart san kontak, apré mi trap mon pain épi mi sava. Bon pou sa mèm ! Mé mi pran l'aviyon, mi débark Zilo, mi fé mèm dézord ké toultan, apré mi sorte an boi karante san ké pèrone i di pa mwin arien. Mon déga fé, i rès amwin arienk pou kontaminé.

Dann kèl ka mwin lé pli danzéré ?
Dann kèl ka mwin lé moïnss danzéré ?
Kan mi sava rode mon pain, sansa kan

mi oiyaz an parmi kat san pèrone dann in karling mal aéré, é d'apré sak mi lir dsi zot figuir néna in pé lé déza ataké. Mi poz in sinp késtyon, mé sé déza pou mwin in réponss é réponss-la i akiz dirèktoman bann zotorité d'léta. Dann mon kèr mi di l'avé lokazyon anpèsh latak bann kovide épi bann mutan é oila ké la pa fé, é oila ké kan demoun la protèsté l'amontr azot kèl koté brinjèl i shaj.

An pliss ké sa, kossa i ariv zordi ? I ariv ké la profèktir i dévoil in kontra nou rényoné nou téi koné mèm pa é kontra la i mète dirèktoman an akizasyon léta li mèm, létablisman piblik l'ars li mém, mé i fé kroir bann maoré si zot lé dann in trikmardaz konmsa sé par la fote lo movèz zéstyon « bann rényoné ». Ala sa i di é an dsou i ankouraz bann maoré épi bann rényoné règ zot konte rant zote. Koman i apèl sa ?

I apèl sa divizé pou régné, divizé pou komandé ! E lé myé kan sé lo bann viktime shak koté k'i dispitè rantre zot. Pandann tan-la, in pé i monte dsi la montagn pou rogarde bann tigr soubate dan la plène.

Justin